

Cote du document: EB 2015/114/R.13  
Point de l'ordre du jour: 6 c) iii)  
Date: 25 mars 2015  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

### Proposition de prêt et don au Népal pour le Projet de promotion des entreprises rurales et des envois de fonds – Samriddhi

#### Note pour les représentants au Conseil d'administration

##### Responsables:

##### Questions techniques:

Lakshmi Moola  
Chargée de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2359  
courriel: l.moola@ifad.org

##### Transmission des documents:

Deirdre McGrenra  
Chef du Bureau des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent quatorzième session  
Rome, 22-23 avril 2015

---

Pour: Approbation

## Table des matières

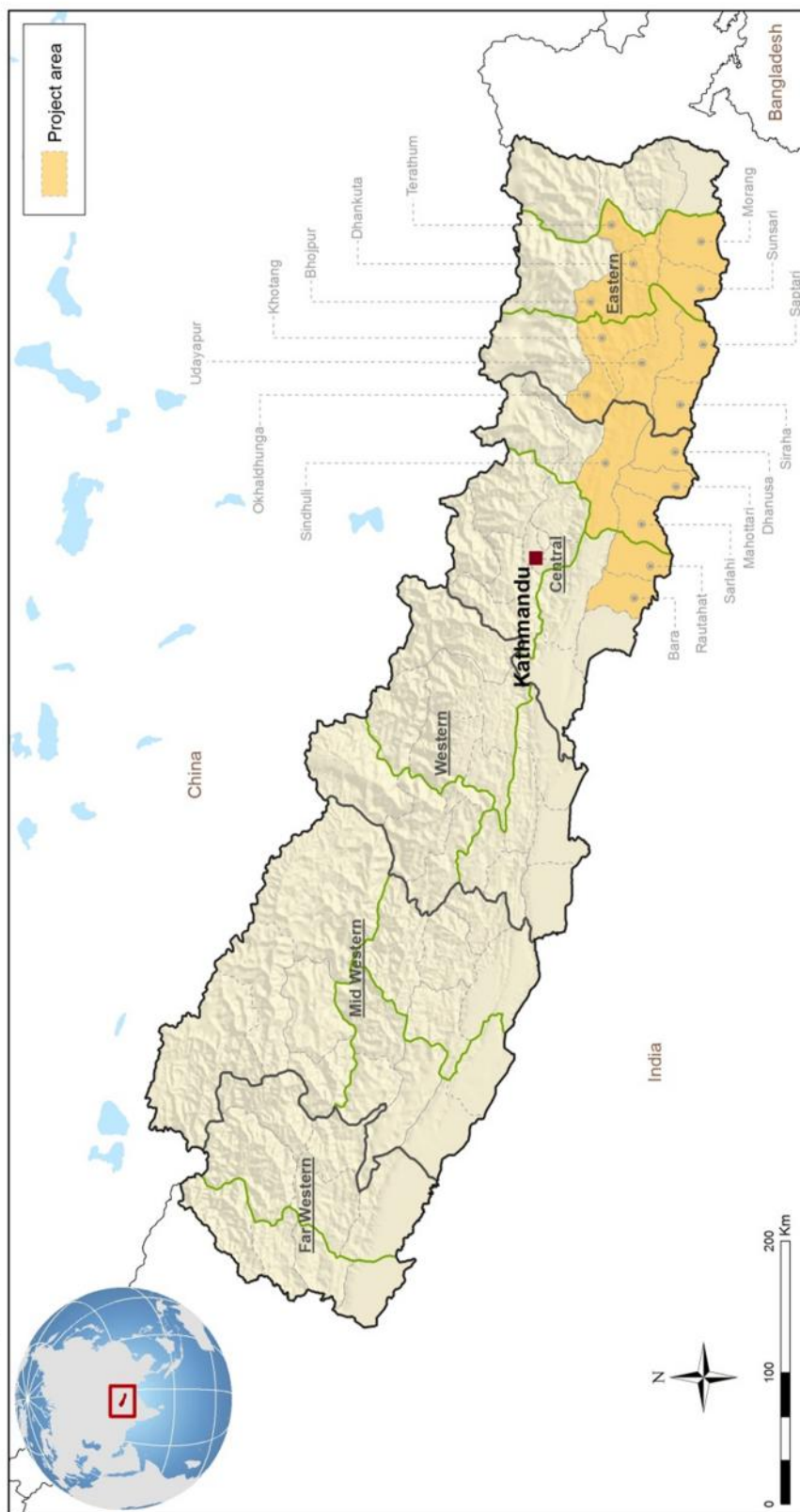
Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	2
III. Exécution du projet	3
A. Approche	3
B. Cadre organisationnel	3
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	4
E. Supervision	5
IV. Coût, financement et avantages du projet	5
A. Coût du projet	5
B. Financement du projet	3
C. Résumé des avantages et analyse économique	3
D. Durabilité	3
E. Identification et atténuation des risques	4
V. Considérations d'ordre institutionnel	4
A. Respect des politiques du FIDA	4
B. Alignement et harmonisation	4
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	5
D. Participation à l'élaboration des politiques	5
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	5
VII. Recommandation	5
Annexe	
Accord de financement négocié	11
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

## Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
CSE	Centre de services aux entreprises
EGP	Équipe de gestion du projet
MAPER	Microentreprise artisanale et petite entreprise rurale
PMMD	Plateforme multi-parties prenantes sur la migration et le développement
S&E	Suivi-évaluation

# Carte de la zone du projet

**Nepal**  
**Nepal Samridhi Rural Enterprises and Remittances Project**  
*President's report*



Source: FIDA; 19/12/2014  
 Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## République du Népal

### Projet de promotion des entreprises rurales et des envois de fonds – Samriddhi

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République du Népal
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'industrie
<b>Coût total du projet:</b>	68,2 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	15,50 millions de DTS (équivalant approximativement à 21,8 millions d'USD)
<b>Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette du FIDA:</b>	11,95 millions de DTS (équivalant approximativement à 16,8 millions d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>Montant du cofinancement:</b>	13,7 millions d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	La contribution du secteur privé consistera principalement à cofinancer les coûts liés au renforcement des capacités et à la promotion des services des institutions financières
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	9 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	6,6 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République du Népal pour le Projet de promotion des entreprises rurales et des envois de fonds – Samriddhi, telle qu'elle figure au paragraphe 42.

## Proposition de prêt et don à la République du Népal pour le Projet de promotion des entreprises rurales et des envois de fonds – Samriddhi

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Le Népal compte une population de 26,6 millions d'habitants, dont 56% appartiennent à la tranche d'âge 20-40 ans. Il s'agit d'un pays à faible revenu – avec un PIB par habitant de 642 USD, l'avant-dernier en Asie du Sud. Depuis 2006, année qui a marqué la fin de la décennie de conflit interne, l'insécurité et l'instabilité politique ont contribué à une croissance relativement faible du PIB. La majorité de la population dépend encore de systèmes agricoles à faible apport d'intrants et faible rendement, qui génèrent des revenus limités. Ainsi le travail salarié et la migration massive ont contraint 3 millions de Népalais, dont la plupart en provenance des zones rurales, à chercher du travail à l'étranger. Le développement du secteur des services est en partie dû à la rapide expansion des envois de fonds par les migrants, qui ont été multipliés par six depuis 2003-2004. Ils représentent désormais 25% du PIB et concernent environ 55% des ménages ruraux, des chiffres en constante augmentation. Par ailleurs, l'incidence de la pauvreté est passée de 42% en 1996 à 25% en 2010, principalement du fait de l'incidence des envois de fonds.

#### B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

2. Le Projet de promotion des entreprises rurales et des envois de fonds – Samriddhi<sup>1</sup> a été élaboré conformément au programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats 2013-2018 et à la demande du Gouvernement népalais de tirer parti des envois de fonds pour favoriser l'entrepreneuriat.
3. Conformément au Plan national de développement du Népal, à sa Politique sectorielle et à sa Stratégie de développement de l'agriculture, le projet diversifiera la gamme d'activités économiques accessibles aux ménages ruraux pauvres et aux jeunes sans emploi, hommes et femmes, à travers deux axes principaux. Premièrement, le projet encouragera le travail indépendant et les petites entreprises et les microentreprises susceptibles de générer de meilleurs revenus et emplois – aussi bien des emplois agricoles que non agricoles. Deuxièmement, il fera la promotion de la formation et de l'apprentissage professionnels afin de faciliter l'insertion professionnelle dans des emplois rémunérateurs. En outre, dans le cadre de l'approche axée sur les entreprises rurales et les envois de fonds (EREF), le projet mettra au point des mécanismes ciblant tout particulièrement les ménages de migrants et les rapatriés, en vue de tirer le meilleur parti possible de leurs envois de fonds.

<sup>1</sup> *Samriddhi* est un mot népalais qui signifie prospère ou économiquement aisé.

4. Le projet contribuera aux trois objectifs stratégiques du COSOP axé sur les résultats. Il s'agira du premier projet du FIDA à reproduire à plus grande échelle les bonnes pratiques du Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds dans le cadre d'un projet d'investissement, ainsi que du premier à promouvoir un ensemble complet de mécanismes favorisant l'investissement des ressources provenant des envois de fonds dans le développement des moyens de subsistance au Népal.

## II. Description du projet

### A. Zone d'intervention et groupe cible

5. Le projet sera mis en œuvre dans 16 districts des régions de développement de l'Est et du Centre. Il aura recours à une approche axée sur les "corridors économiques", qui relient les districts le long des routes principales du sud au nord pour faciliter la connexion des zones montagneuses aux grands marchés dans le Terai (plaines). Le projet ciblera au total environ 179 000 bénéficiaires primaires, notamment des microentreprises artisanales et petites entreprises rurales (MAPER), les ménages pauvres, les migrants de retour et les petites entreprises. Le groupe cible secondaire inclura de moyennes et grandes entreprises ainsi que des prestataires de services. Leur fonction sera de fournir un appui au groupe cible primaire, via le développement de partenariats d'affaires, de formations professionnelles et de programmes d'apprentissage et d'insertion sur le marché du travail. Le projet offrira également des services d'éducation financière à 244 800 personnes, en vue d'améliorer leur accès aux services financiers.
6. Le projet adoptera une approche sans exclusive dans laquelle toutes les microentreprises artisanales et petites entreprises existantes et tous les entrepreneurs potentiels – qui exercent des activités agricoles et non agricoles – auront la possibilité d'accéder aux services financés par le projet dans les districts cibles. Toutefois, le soutien du projet variera en fonction de la taille des entreprises; une part plus élevée des financements sous forme de dons sera accordée aux entreprises familiales et aux groupes les plus pauvres, et une part moins importante aux petites entreprises. En outre, le projet veillera à ce que les ménages les plus pauvres, les femmes et autres catégories de la population défavorisées puissent bénéficier des services du projet et que ceux-ci soient adaptés à leurs besoins.

### B. Objectif de développement du projet

7. Le but du projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté et au maintien d'une paix durable grâce à un développement économique équitable et sans exclusive axé sur l'emploi. L'objectif de développement est d'établir des MAPER viables, à la fois dans les secteurs agricole et non agricole, afin de fournir des sources de revenus durables aux ménages pauvres, aux familles de migrants et aux rapatriés. Les principaux indicateurs sont les suivants: i) 57 500 entrepreneurs ruraux développeront leur entreprise ou en créeront de nouvelles; ii) 30 000 jeunes ruraux accéderont à des services d'insertion professionnelle; iii) 34 500 entreprises sont soutenues par Samriddhi (22 500 nouvelles entreprises et 12 000 entreprises existantes); et iv) 21 000 stagiaires et apprentis (dont au moins 33% de femmes) bénéficient d'activités appuyées par Samriddhi.

### C. Composantes/résultats

8. Le projet comporte trois composantes. La composante 1 – promotion des MAPER – vise à: i) fournir aux microentrepreneurs et aux petits entrepreneurs un accès durable à des services de développement des entreprises adaptés à leurs besoins, afin de les aider à développer leurs entreprises ou à en créer de nouvelles; et ii) contribuer à renforcer les compétences des membres des ménages pauvres et les aider à obtenir des emplois salariés rémunérateurs dans les MAPER. Les activités reposeront sur une évaluation des marchés, des perspectives économiques et des services disponibles, et sur un inventaire et une classification des MAPER existantes,

à travers un processus de validation. Des centres de services aux entreprises (CSE)<sup>2</sup> seront chargés d'établir des liens entre les MAPER et les prestataires de services financiers et non financiers, de fournir des services de conseil et d'information, de favoriser les partenariats d'affaires et de gérer un système de qualification, de renforcement des capacités et de suivi de la qualité des prestataires de services. La composante 2 – investissement productif – vise à: i) soutenir l'accès des MAPER, des migrants et des ménages bénéficiaires d'envois de fonds à des services financiers adaptés et appropriés; et ii) faciliter l'intégration financière des migrants et de leurs familles, leur accès aux services de réinsertion et de conseil par des pairs, et l'utilisation des envois de fonds en faveur de l'investissement productif dans les entreprises rurales. Le projet élaborera des outils financiers innovants visant à compenser les principales contraintes rencontrées par les MAPER pour accéder à des prêts d'investissement abordables, et à stimuler l'épargne et l'investissement des migrants dans le développement des petites entreprises. Il s'agira notamment: d'un système de partage des risques pour faire face à l'absence de garantie des MAPER; d'un dispositif de dons de contrepartie fondé sur la performance, pour les familles et les microentreprises qui ne disposent pas d'un flux de trésorerie suffisant pour emprunter de l'argent durant les premières étapes du développement de leur microentreprise; et d'un régime de rachat de prêt à destination des migrants sur le départ. Les institutions financières dans les districts cibles pourront bénéficier de services de renforcement des capacités, en faveur tout particulièrement des coopératives d'épargne et de crédit et de la Small Farmers Cooperatives Limited (SARL des coopératives paysannes), afin de les aider à fournir des services adaptés à la population cible. La composante 3 – appui institutionnel et gestion de projet – vise à promouvoir un cadre politique et institutionnel favorable au développement des MAPER et qui valorise la contribution des migrations au développement durable. À cet effet, le projet financera des études et des travaux de recherche sur les politiques, ainsi que des activités visant à favoriser la participation des parties prenantes représentant les intérêts des MAPER ou des migrants à la concertation sur les politiques avec le gouvernement. En outre, le projet s'efforcera de renforcer les capacités des institutions dont le rôle est déterminant pour créer un environnement propice aux petites entreprises et aux microentreprises et à la réinsertion des migrants. Enfin, le projet contribuera à mettre en place une plateforme multi-parties prenantes sur la migration et le développement (PMMD) qui offrira un cadre propice à la concertation sur les politiques relatives à l'intégration de la migration dans le programme de développement et à l'élaboration de mesures politiques visant à faciliter la réinsertion des migrants et à promouvoir leurs initiatives économiques dans le pays.

### III. Exécution du projet

#### A. Approche

9. La stratégie du projet est dictée par la préoccupation première de fournir aux MAPER existantes le soutien dont elles ont besoin, au niveau national et local, pour mieux se développer, accroître les revenus familiaux, générer des activités économiques et améliorer l'emploi. En outre, la promotion des MAPER doit reposer sur des structures durables et sur des mécanismes permettant de garantir aux entrepreneurs un accès à des services axés sur le commerce, même après l'achèvement du projet. Ainsi, le projet est conçu comme une intervention temporaire visant à préparer les parties prenantes publiques et privées à prendre en charge les responsabilités et les coûts nécessaires pour garantir l'accès des MAPER aux services financiers et non financiers.

#### B. Cadre organisationnel

10. La mise en œuvre du projet repose sur des partenariats public-privé visant à soutenir une croissance économique rurale, durable et sans exclusive. Bien que la responsabilité générale de l'exécution et de la facilitation du projet incombe au

<sup>2</sup> En Népalais: *samriddhi ko dhoka* – la porte de la prospérité.



gouvernement, les acteurs non gouvernementaux joueront également un rôle clé. Ils assureront des services financiers et de développement des entreprises au profit des groupes cibles, afin de faciliter la création et l'expansion des MAPER et d'optimiser l'impact des envois de fonds des migrants sur le développement, en encourageant l'investissement dans les entreprises. Les modalités d'exécution s'appuieront également sur le partenariat solide et de longue date entre le gouvernement et la Fédération des chambres de commerce et d'industrie du Népal, qui met déjà en œuvre plusieurs initiatives en faveur des MAPER et des producteurs ruraux.

### C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

11. Le système intégré de suivi-évaluation (S&E) et de gestion des savoirs sera élaboré conformément aux cadres gouvernementaux et aux directives du FIDA. Il visera trois objectifs principaux: orienter la mise en œuvre du projet; appuyer les décisions économiques et relatives aux politiques; et partager les connaissances et transposer à plus grande échelle les bonnes pratiques.
12. Le cycle de S&E/gestion des savoirs débutera par la préparation du plan de travail et budget annuel (PTBA). Toutes les parties prenantes au projet auront un rôle actif et important à jouer dans l'identification et la communication des données. Les fonctionnaires chargés du S&E à tous les niveaux veilleront à ce que les femmes soient suffisamment représentées dans ce processus et qu'elles bénéficient d'un soutien pour faire entendre leurs préoccupations. Afin de garantir un système de S&E/gestion des savoirs sans exclusive, le projet assurera le renforcement des capacités de l'équipe de gestion du projet (EGP), des équipes des corridors et du personnel des CSE.
13. L'objectif de la gestion des savoirs est de veiller à ce que les connaissances générées dans le cadre du projet soient systématiquement recensées, analysées, documentées et partagées. Une attention particulière sera accordée à la documentation des modèles innovants; des informations à partager et à examiner sur la PMMD afin d'évaluer les progrès accomplis et de discuter des mesures visant à améliorer les performances; et des itinéraires d'apprentissage, qui seront organisés pour soutenir l'échange de connaissances et de bonnes pratiques entre les CSE.

### D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

14. La gestion financière sera régie par la réglementation du Ministère des finances et sera conforme aux directives du FIDA en la matière. Le système de gestion financière sera sous la responsabilité générale du directeur du projet et de son agent comptable. Un responsable des finances et de l'administration sera également recruté par voie de concours. La version préliminaire du manuel d'exécution du projet (MEP) – élaboré lors de la phase finale de la conception du projet et qui doit être approuvé par le FIDA – comprend une section sur la gestion financière qui décrit les procédures du FIDA en matière de demandes de retrait, de flux de fonds et de transmission des informations comptables et financières, ainsi que les exigences en matière d'audit. Une évaluation complète de la gestion financière a été effectuée, et le risque résiduel a été considéré comme "moyen". Celui-ci pourra être atténué efficacement grâce à: un logiciel professionnel de comptabilité; des exigences strictes en termes de rapports; l'obligation redditionnelle; des audits internes; et un manuel de financement détaillé. Deux comptes désignés, libellés en dollars des États-Unis seront ouverts auprès de la Nepal Rastra Bank (banque centrale), sur lesquels seront déposées les ressources anticipées du prêt et du don. Les procédures de comptabilité et de contrôle des transactions financières s'appuieront sur les réglementations gouvernementales applicables à la gestion des finances. Celles-ci seront complétées par des grands livres, des registres et des modèles de rapport distincts afin d'enregistrer et de communiquer les dépenses encourues par le FIDA par catégories, composantes, sous-composantes et activités. Les états financiers

consolidés du projet seront préparés conformément aux normes comptables internationalement reconnues.

15. Contrôle et audit internes. L'agent comptable de l'EGP sera responsable du suivi des dépenses du projet, de la gestion des actifs et des marchés, et du suivi des aspects fiduciaires des activités du projet au niveau des districts et des corridors. Le bureau de contrôle du Trésor au niveau des districts effectuera les audits internes, conformément aux pratiques en vigueur, dans le respect des règles de gestion financière édictées par le gouvernement. En ce qui concerne l'audit externe, le Bureau du contrôleur général est considéré comme un organisme indépendant au sein des bureaux gouvernementaux respectifs et sera responsable de l'audit final du projet. Les audits seront effectués conformément aux Normes internationales d'audit et aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets.
16. Passation des marchés. Les passations de marchés pour les biens, travaux et services financés par des ressources fournies ou administrées par le FIDA seront effectuées dans le respect des dispositions de la loi sur les marchés publics et réglementations associées et des règles en matière de passation des marchés publics, et conformément aux Directives pour la passation des marchés relatifs aux projets et au Manuel de passation des marchés du FIDA. Pour les biens et les services (autres que les services de consultants) dont l'acquisition se fait sur la base d'un appel d'offres national, d'un achat au meilleur prix sur le marché national ou d'une passation de marché de gré à gré, on suivra les procédures et les processus établis dans le MEP, qui devront être approuvés par le comité de pilotage du projet et le FIDA. La sélection des consultants et des prestataires particuliers sera également définie dans le MEP, qui fournira des détails concernant la méthode de sélection à adopter.

#### E. Supervision

17. Le FIDA organisera des missions annuelles de supervision en coopération avec le gouvernement et en étroite collaboration avec les responsables de l'exécution du projet sur le terrain et les parties prenantes du projet. La supervision ne sera pas menée à des fins d'inspection, mais constituera plutôt une occasion d'évaluer de manière conjointe les progrès accomplis et les leçons apprises, d'examiner les innovations et de réfléchir à des mesures d'amélioration.

### IV. Coût, financement et avantages du projet

#### A. Coût du projet

18. On estime à 68,2 millions d'USD le montant total de l'investissement et des coûts récurrents du projet au cours d'une période de sept ans, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers. Le coût de base total s'élève à 57,60 millions d'USD.

Tableau 1  
**Coûts indicatifs du projet par composante et source de financement**  
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA	Don du FIDA	Bénéficiaires	Institutions financières du secteur privé	Gouvernement	Total
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
<b>A. Promotion des MAPER</b>						
Cartographie et mise en place des capacités au niveau des districts et des régions	2 266	4 257	-	364	1 124	8 012
Services pour la promotion et le développement des MAPER	10 314	758	1 836	-	1 929	14 837
Formation et apprentissage professionnels	3 931	1 342	-	209	3 489	8 972
<b>Sous-total promotion des micro-entreprises artisanales et des petites entreprises rurales</b>	<b>16 511</b>	<b>6 357</b>	<b>1 836</b>	<b>573</b>	<b>6 542</b>	<b>31 821</b>
<b>B. Investissement productif</b>						
Finance rurale	1 534	5 258	4 800	13 175	219	24 987
Mobilisation des ressources et des compétences des migrants	367	514	-	-	1 476	2 356
<b>Sous-total investissement productif</b>	<b>1 901</b>	<b>5 772</b>	<b>4 800</b>	<b>13 175</b>	<b>1 695</b>	<b>27 343</b>
<b>C. Appui institutionnel et gestion de projet</b>						
Développement politique et institutionnel	404	1 942	-	1	410	2 757
Gestion de projet	2 979	2 744	-	-	501	6 224
<b>Sous-total appui institutionnel et gestion de projet</b>	<b>3 383</b>	<b>4 686</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>911</b>	<b>8 981</b>
<b>Coût total</b>	<b>21 795</b>	<b>16 815</b>	<b>6 636</b>	<b>13 749</b>	<b>9 148</b>	<b>68 145</b>

Tableau 2  
**Coûts indicatifs du projet par catégorie de dépenses et source de financement\***  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Bénéficiaires		Institutions financières du secteur privé		Gouvernement		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Consultants	-	-	9,142	98,0	-	-	1	-	189	2,0	9,332
2. Équipement et matériel	-	-	272	40,3	-	-	-	-	404	59,7	676
3. Biens, services et intrants	-	-	2,780	61,6	-	-	425	9,4	1,309	29,0	4,514
4. Travaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. Ateliers	-	-	768	84,8	-	-	9	1,0	129	14,2	906
6. Dons et subventions	-	-	3,000	14,5	4,800	23,2	12,915	62,3	-	-	20,714
7. Crédit et fonds de garantie	881	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	881
8. Formation	16,891	65,9	53	0,2	1,837	7,2	339	1,3	6,498	25,4	25,618
9. Véhicules	-	-	762	87,0	-	-	-	-	114	13,0	876
10. Salaires et indemnités	2,671	90,2	-	-	-	-	-	-	289	9,8	2,960
11. Frais de voyage et indemnités	-	-	38	87,0	-	-	-	-	6	13,0	44
12. Dépenses de fonctionnement	1,352	83,2	-	-	-	-	61	3,8	211	13,0	1,624
<b>Coût total du projet</b>	<b>21 795</b>	<b>32,0</b>	<b>16 816</b>	<b>24,7</b>	<b>6 637</b>	<b>9,7</b>	<b>13 749</b>	<b>20,2</b>	<b>9 149</b>	<b>13,4</b>	<b>68 145</b>

\* Les catégories définitives de décaissement seront décidées au cours des négociations menées conformément aux procédures du FIDA et, par souci d'efficacité, leur nombre sera limité à cinq.

## B. Financement du projet

19. Le projet sera financé par le Gouvernement népalais, le FIDA, le secteur privé et les bénéficiaires. Le montant total du financement accordé par le FIDA s'élève à 38,61 millions d'USD, ce qui équivaut à 56,7% du montant total du financement du projet (24,7% sous forme d'un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette et 32% sous forme d'un prêt à des conditions particulièrement favorables). Le gouvernement prendra en charge les taxes, les droits et les salaires. En outre, il participera au coût du salaire d'un membre du personnel pour chaque CSE ainsi qu'à celui de la formation professionnelle, pour un montant total de 9,1 millions d'USD. La contribution du secteur privé est estimée à 13,7 millions d'USD. Les contributions de l'ensemble des bénéficiaires sont estimées à 6,6 millions d'USD.
20. Le FIDA ne financera aucune taxe ni aucun droit.

## C. Résumé des avantages et analyse économique

21. Le projet visera au total quelque 179 660 bénéficiaires primaires: 60 000 entrepreneurs; 89 660 personnes qui auront accès à des emplois générés par les MAPER nouvellement créées et développées; et environ 30 000 personnes, principalement des jeunes, qui bénéficieront des services de formation et d'apprentissage professionnels.
22. Par ailleurs, le projet offrira des services d'éducation financière dans le pays et à l'étranger à 213 100 personnes, principalement des migrants et des familles de migrants. On estime que 10% d'entre eux accéderont à d'autres services du projet.
23. Le groupe cible secondaire inclura: i) des moyennes et grandes entreprises et des prestataires de services qui fourniront un soutien au groupe cible primaire; et ii) 22 500 entreprises (de la catégorie B à moyenne et grande), qui bénéficieront de services de renforcement des capacités en vue de tirer le meilleur parti de l'apprentissage.
24. En outre, les investissements réalisés au titre du projet procureront des avantages indirects au profit des MAPER et des ménages pauvres au-delà de la zone cible.
25. Le scénario de référence, sur une période d'analyse de 20 ans, montre un taux de rentabilité économique de 26% et une valeur actuelle nette de 37,7 millions d'USD.

## D. Durabilité

26. La stratégie et les activités du projet sont dictées par la préoccupation première d'établir, d'ici à la fin de l'exécution du projet, des mécanismes durables en vue de garantir aux MAPER un accès continu à des services financiers et non financiers. Cet objectif sera atteint à travers: i) des partenariats public-privé en mesure de générer des rendements suffisants pour les groupes cibles et qui intègrent le renforcement des capacités et des possibilités d'expansion; ii) la viabilité financière des MAPER et des CSE grâce à des plans d'activité solides assortis de mesures incitatives pour soutenir le démarrage, de mécanismes de recouvrement des coûts, d'un renforcement des capacités des acteurs clés, de liens avec des prestataires de services financiers performants et d'activités de mobilisation des ressources; iii) l'utilisation des ressources locales pour développer l'esprit d'entreprise, élargir la gamme des prestataires de services de développement des entreprises et créer des emplois; et iv) la promotion de partenariats d'affaires entre les petites entreprises et les agrégateurs de la chaîne de valeur, en vue de faciliter l'accès continu des MAPER aux services et aux marchés et de promouvoir leur croissance au-delà de l'appui initial financé par le projet.
27. Le deuxième examen intermédiaire, prévu à la fin de la cinquième année, formulera des recommandations quant aux principales mesures nécessaires pour assurer la durabilité des réalisations du projet, sur la base desquelles l'EGP préparera une stratégie de retrait détaillée.

## E. Identification et atténuation des risques

28. La plupart des risques associés à ce projet sont considérés de niveau moyen ou faible. Pour l'ensemble d'entre eux, des mesures d'atténuation ont été identifiées. Les trois risques suivants restent élevés:
29. Le risque que le gouvernement ou d'autres organisations de développement continuent, de manière prolongée, à verser des subventions et à fournir un soutien en nature aux entrepreneurs pour les aider à créer leurs entreprises. Ce risque sera atténué par le partage des modalités d'exécution et des succès obtenus avec la PMMD et les partenaires gouvernementaux afin de favoriser une harmonisation de l'action. En outre, le projet et les CSE négocieront des accords de coordination au niveau des districts pour veiller à ce que les subventions ne compromettent pas l'approche du projet en matière de durabilité.
30. Le risque que le volume d'activité des prestataires de services ne suffise pas à générer un revenu suffisant pour qu'ils se consacrent uniquement à cette activité. Ce risque sera atténué par l'appui du projet à plusieurs mécanismes visant à faciliter un accès durable à ces services.
31. Le risque que les parties prenantes publiques/privées actives sur la scène migratoire ne parviennent pas à assumer la responsabilité du fonctionnement et du financement de la PMMD. Ce risque sera atténué par des interventions du projet visant à:
  - i) mettre en place la PMMD et à élaborer des plans et des outils; ii) financer le secrétariat et les opérations de la PMMD; iii) élaborer un projet de loi pour institutionnaliser la plateforme; et iv) soutenir les organisations de migrants afin de renforcer leurs compétences en matière de plaidoyer.

## V. Considérations d'ordre institutionnel

### A. Respect des politiques du FIDA

32. La conception du projet s'inspire des politiques et des stratégies du FIDA concernant le ciblage, l'égalité des sexes et la collaboration avec le secteur privé. Le projet est conforme aux objectifs spécifiques du FIDA concernant les envois de fonds, qui visent à: améliorer le développement des marchés et l'accès aux services financiers à travers l'identification, la reproduction et la transposition à plus grande échelle des systèmes innovants de transfert de fonds; promouvoir l'inclusion financière des migrants et des familles rurales qui bénéficient d'envois de fonds grâce à une meilleure utilisation de ces fonds; et établir un environnement favorable qui encourage les partenariats public-privé en vue de mettre en œuvre des stratégies efficaces de développement des envois de fonds.

### B. Alignement et harmonisation

33. Un comité de pilotage du projet sera constitué au niveau national pour: donner des orientations générales et assurer la supervision du projet; veiller à ce que la conception du projet soit conforme aux priorités nationales et sectorielles; et offrir un cadre propice pour le partage des bonnes pratiques du projet et la transmission des questions de politique aux instances d'élaboration des politiques appropriées. Le comité de pilotage sera également chargé d'approuver chaque année le PTBA et les rapports annuels concernant l'état d'avancement et la situation financière du projet.
34. Le projet s'appuiera sur les comités de promotion de l'industrie des districts (CPID) en place pour: entamer le dialogue entre les parties prenantes concernées par le développement des MAPER; discuter des contraintes auxquelles sont confrontées les MAPER et des goulots d'étranglement de la chaîne de valeur; convenir des mesures nécessaires pour y remédier; et identifier les lacunes en matière de politiques et donner des orientations aux CSE. Le projet veillera à ce que les activités des CSE fassent toute leur place aux femmes et aux populations pauvres, et qu'elles traitent régulièrement des questions d'égalité des sexes et d'inclusion sociale.

### C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

35. L'EGP et les prestataires de services de développement des entreprises fourniront une assistance aux CSE afin qu'ils développent des modalités novatrices de prestation de services, comme: i) élaborer des systèmes autres que ceux fondés sur l'acquittement d'un tarif (commissions ou marges) qui lient les paiements à des résultats/à un impact réels sur les activités économiques; ii) promouvoir les prestataires de services qui possèdent déjà une entreprise et dont la subsistance ne repose pas uniquement sur la prestation de services, y compris les coopératives ou les associations de producteurs; et iii) aider les prestataires de services à développer des activités économiques en lien avec la promotion des MAPER (par exemple, de grands agriculteurs qui achètent des produits agricoles aux agriculteurs qui bénéficient de leurs services). Les équipes chargées des corridors contribueront à documenter soigneusement les modèles innovants, qui seront partagés dans l'ensemble des régions cibles et sur les plateformes multipartites au niveau des CPID, des régions (Forum des entreprises de l'Est) et au niveau national (Forum national des entreprises, comité de pilotage du projet).

### D. Participation à l'élaboration des politiques

36. Une sélection de parties prenantes représentant les intérêts des MAPER ou des migrants bénéficieront de l'appui du projet, afin de favoriser leur participation à la concertation sur les politiques avec le gouvernement. Le projet financera des études et des travaux de recherche permettant à ces acteurs: i) d'élaborer des positions stratégiques; ii) d'organiser des consultations sur les politiques avec leurs membres au niveau régional et national; et iii) d'acquérir des compétences de plaidoyer.

## VI. Instruments et pouvoirs juridiques

37. Un accord de financement entre la République du Népal et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
38. La République du Népal est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
39. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## VII. Recommandation

40. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Népal un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalent à quinze millions cinq cent mille droits de tirage spéciaux (15 500 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Népal un don d'un montant équivalent à onze millions neuf cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (11 950 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## Negotiated financing agreement: "Rural Enterprises and Remittances Project (RERP)"

Negotiations concluded on 11 March 2015

Loan Number: [\_\_\_\_\_]

Grant Number: [\_\_\_\_\_]

Project Title: Rural Enterprises and Remittances Project (RERP) (the "Project")

Nepal (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower/Recipient has requested a loan and a grant for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement,

hereby agree as follows:

### Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009 and amended as of April 2014 (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a loan (the "Loan") and a grant (the "Grant") (collectively the "Financing") to the Borrower/Recipient, which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions set forth in this Agreement.

### Section B

1. (a) The amount of the Loan is fifteen million five hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 15 500 000).  
  
(b) The amount of the Grant is eleven million nine hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 11 950 000).
2. The Loan is granted on Highly Concessional terms as defined in Section IV(a)(iii)(1) of the Policies and Criteria for IFAD Financing dated 14 February 2013.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the US dollar.
4. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1 December and 1 June.

5. Two (2) Designated Accounts denominated in United States dollar shall be opened in accordance with Section 4.04(d) of the General Conditions with the Nepal Rastra Bank to receive resources from the Loan and the Grant respectively for the implementation of the Project.
6. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 16 July.
7. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of approximately USD 9 million, in order to finance, inter alia, the cost of all taxes, training, the salaries of government staff assigned and its contributions that may be due in connection with the Project. The private sector contributions including those from financial institutions/cooperatives to the Project shall be approximately USD 13.7 million. Overall beneficiaries' contributions shall be approximately USD 6.6 million.

#### Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Industry (the "MOI") of the Borrower/Recipient.
2. Additional Project Parties shall include, inter alia, service providers and other institutions referred to in Schedule 1 to this Agreement.
3. The Project Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

#### Section D

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

#### Section E

1. (a) The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
  - (i) the Project Steering Committee (the "PSC") and the PMT referred to in Schedule 1 to this Agreement shall have been duly established, and the members of the PSC shall have been assigned and key personnel of the PMT recruited or appointed;
  - (ii) a Project Facilitator, to assist the PMT in setting up administrative, financial and management procedures and provide capacity building, shall have been duly recruited;
  - (iii) a final draft version of the Project Implementation Manual (the "PIM") referred to in Schedule 1 to this Agreement shall have been duly prepared, and no objection to the PIM from the Fund and then approval of the PIM by the PSC shall have been obtained;
  - (iv) the Borrower/Recipient shall have allocated, and the Project shall have received, adequate counterpart financing for the first Project Year;
  - (v) the Designated Accounts shall have been duly opened and the authorized signatories to sign withdrawal applications including their authenticated specimen signatures shall have been submitted to the Fund; and



(vi) a computerized accounting system acceptable to the Fund shall have been identified and selected by the Project.

(b) The following are designated as additional grounds for cancellation of the Financing:

(i) any changes to the institutional setting of the PSC or key personnel of the Project have been made without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such changes have had, or are likely to have, a material adverse effect on the Project;

(ii) the PIM, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme; or

(iii) any delays in the Borrower/Recipient's allocation of counterpart financing for a specific Project Year have occurred, and the Fund has determined that such delays have had, or are likely to have, a material adverse effect on the Project.

2. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Secretary  
Ministry of Finance  
Singhdurbar, Kathmandu  
Nepal

For the Fund:

President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono, 44  
00142 Rome, Italy

This agreement, dated [\_\_\_\_], has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower/Recipient.

NEPAL

\_\_\_\_\_  
[Name of the Authorized Representative]  
[Title]

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

---

Kanayo F. Nwanze  
President

## Schedule 1

### Project Description and Implementation Arrangements

#### I. Project Description

1. **Target Population.** The Project shall be implemented in sixteen (16) selected districts of the Eastern and Central Development Regions (the "Project Area"). The Project shall target a total of approximately one hundred and seventy nine thousand (179 000) primary beneficiaries, including (i) existing rural micro and small enterprises (the "RMSEs"); (ii) poor households; (iii) returnee migrants and remittance receiving households; and (iv) small enterprises. The secondary target group includes medium and large enterprises as well as service providers, who will provide support to the primary beneficiaries through the development of business partnerships, vocational training, apprenticeship packages and job placement.

2. **Goal.** The goal of the Project is to contribute to poverty reduction and sustainable peace through employment-focused, equitable and inclusive economic development.

3. **Objective.** The development objective is that viable RMSEs, in both farming and off-farming sectors, provide sustainable sources of income to poor households, migrant families and returnees. Main indicators include: (i) approximately fifty-seven thousand and five hundred (57 500) rural entrepreneurs expand their existing business or create a new one; (ii) approximately thirty thousand (30 000) rural youth access job placement services; (iii) approximately thirty-four thousand and five hundred (34 500) enterprises are supported by the Project; and (iv) approximately twenty-one thousand (21 000) vocational trainees and apprentices are supported by the Project, and the share of women is no less than thirty-three percent (33%).

4. **Components.** The Project shall consist of the following Components:

##### 4.1. Component 1: Promotion of RMSEs

This Component aims at (i) providing micro and small entrepreneurs with sustainable access to adapted Business Development Services (the "BDS"), so that they can expand existing businesses or create new ones; and (ii) assisting members of poor households to build their skills and to secure gainful wage employment in RMSEs. Activities will be driven by an assessment of markets, business opportunities and available services and by an inventory and classification of existing RMSEs through a validation process. Enterprise Service Centres (the "ESCs") will facilitate RMSEs linkages with financial and non-financial service providers, provide counselling services and information and promote business partnerships and manage a system for the qualification, capacity building and quality monitoring of service providers. This Component is composed of three (3) sub-components as follows:

4.1.1. Sub-component 1.1: Mapping and setting up capacities at district and corridor level. Investments in this sub-component aim at mapping business potential and stakeholders in the three target corridors managed by two Corridor Teams, and at setting up the institutional capacities at district and corridor level to facilitate RMSEs' access to services.

4.1.2. Sub-component 1.2: Services for RMSE promotion and development. Investments in this sub-component aim at facilitating RMSEs' access to responsive, gender-sensitive

and sustainable services, so that they develop profitable and sustainable businesses taking advantage of local opportunities.

4.1.3. Sub-component 1.3: Vocational training and apprenticeship. Investments in this sub-component aim at assisting members of poor households to build their skills and to secure gainful wage employment in RMSEs.

#### 4.2. Component 2: Productive Investment

This Component aims at (i) supporting the access of RMSEs, migrants and remittance recipient households to responsive and suitable financial services; and (ii) facilitating the financial inclusion of migrants and their families, supporting their access to reintegration and peer-counselling services and harnessing remittances for productive investment in rural enterprises. It shall develop innovative financial instruments designed to offset major constraints faced by RMSEs in accessing investment loans at an affordable cost and to stimulate migrants' savings and investment in small business development. This shall include: a risk-sharing scheme to address RMSEs' lack of collateral; a performance-based matching grant scheme for family and micro enterprises with insufficient cash flow for borrowing money in the initial stages of micro-enterprise development; and a departure loan buy-back scheme targeting migrants. Capacity building will be provided to financial institutions in the target districts, and in particular to Savings and Credit Cooperatives (the "SCCs") and to Small Farmers Cooperatives Limited (the "SFCLs"), to deliver responsive services to the target population.

This Component shall also improve financial institutions and cooperatives' outreach in the target districts, by co-financing investment costs related to installing innovative modalities to reach out to rural populations. Specific activities targeting migrants and their families shall aim at building the capacities of partner migrant organisations to deliver a core pool of services including financial education to support better family budget management and the productive use of remittance and access to financial products. District SCCs and SFCLs shall also receive capacity building to provide financial education to migrants and rural communities at large, so that they can market their financial products and services in support to financial inclusion. This Component shall establish a partnership with the Non-Resident Nepali Association (the "NRNA") to deliver a similar range of services in destination countries, to be jointly selected based on a list of pre-set criteria;

This Component is composed of three (3) sub-components as follows:

4.2.1. Sub-component 2.1: Financial inclusion. Investments sub-component 2.1 aim at facilitating the access of RMSEs as well as migrants and their families to adequate financial services.

4.2.2. Sub-component 2.2: Mobilising migrant resources and skills. Investments in this sub-component aim at strengthening and, where necessary, creating the capacity of migrant centres and associations to expand their network and the delivery of services to migrants and their families, both in the target districts and in destination countries.

#### 4.3. Component 3: Institutional Support and Project Management

Component 3 aims at promoting a favourable policy and institutional environment supporting the development of RMSEs and the contribution of migration to sustainable development. To this effect, the Project shall finance policy studies and research, as well as activities enabling selected stakeholders representing the interests of RMSEs or of migration stakeholders to participate in policy dialogue with the government. Additionally, the Project shall support the building of capacities of institutions that play a key role in creating a conducive environment for RMSEs and for migrants' reintegration. Finally it shall assist in setting up a Multi-Stakeholder Platform on Migration and

Development, which shall provide a venue for policy dialogue on the integration of migration in the development agenda and for developing policy measures to facilitate migrant reintegration and promote their economic initiatives.

## II. Implementation Arrangements

1. Lead Project Agency. The MOI shall have the overall responsibility for the implementation of the Project as the Lead Project Agency.
2. Project Steering Committee (the "PSC"). A PSC shall be set up at the national level to provide overall guidance and oversight, to ensure that the Project is aligned on national sector priorities, to offer a venue for sharing RER/SAMRIDDHI good practices and for channelling policy issues to the appropriate policy making bodies. The PSC shall also approve annual AWPBs and annual progress and financial reports. It shall be chaired by MOI Secretary and include representatives from, inter alia, line ministries (Ministry of Education, Ministry of Finance, Ministry of Agricultural Development, Ministry of Forest and Soil Conservation, Ministry of Labour and Employment and National Planning Commission), the Federation of Nepalese Chambers of Commerce and Industry (the "FNCCI")/Agro-Enterprise Centre (the "AEC"), the Federation of Nepal Cottage and Small Industries (the "FNCSI"), the National Micro-Enterprises Federation of Nepal (NMEFN), Department of Cottage and Small Industries (the "DCSI"), the Cottage and Small Industries Development Board (the "CSIDB"), development partners, Nepal Rastra Bank (Central Bank), National Associations of Financial Institutions and Cooperatives, and the NRNA. The Project Manager shall act as Secretary for the PSC. The PSC Chairperson can invite relevant technical persons or representatives from government and non-governmental agencies as appropriate in the PSC meetings.
3. Project Management Team (the "PMT"). A PMT shall be established and based in Itahari in the district of Sunsari. It shall assist the MOI in carrying out the day-to-day Project implementation responsibilities and shall be responsible for the performance of Project implementation and use of funds. It shall be responsible particularly for: (i) providing strategic guidance to ensure that all Project implementation partners develop activities along a common, coherent approach in line with the Project design; (ii) ensuring the financial and administrative management of Project resources in line with this Agreement and applicable rules and procedures of the Fund; (iii) planning Project activities in consultation with Project stakeholders; (iv) procuring Project-related services and supplies; (v) coordinating Project activities with the various Project partners; (vi) securing Monitoring & Evaluation (the "M&E") and Knowledge Management in relation to all activities; and (vii) promoting inclusive approaches and the mainstreaming of targeting and gender requirements in all Project activities. Furthermore, two Corridor Teams shall be established – one in Itahari covering the Koshi/Sagarmatha district, and the other in Bardibas (district of Mahottari) covering the Janakpur corridor. These Teams shall provide coordination, technical and management support to ESCs and migration-related activities. Women shall constitute no less than thirty-three percent (33%) of the staff of the PMT and its Central and Corridor Teams.
4. Country Programme Implementation Support Unit (the "CPISU"). The Project shall contribute to the operating costs of the CPISU by fielding one liaison officer, who shall be based at the CPISU in Kathmandu. Specialised technical assistance shall support innovation and facilitate Project delivery.
5. Public-Private Dialogue. The Project shall engage in public-private dialogue through the Nepal Business Forum, which facilitates public-private dialogue on economic development through an array of specialised working groups. At the local level, two multi-stakeholders platforms shall provide coordination and facilitation, i.e. District Industrial Promotion Committees and Migration Task Forces, which shall be set up with

the Project's support. The Project shall also participate in the Eastern Business Forum, one of the National Business Forum's working groups.

6. Partnerships. The Project shall establish partnerships with the following public and private agencies for Project implementation:

- FNCCI(AEC)/FNCSI/NMEFN for the operation and progressive co-financing of ESCs, and for the operation of the Corridor Teams;
- the Ministry of Education, with technical assistance from Helvetas, for the implementation of the vocational training and apprenticeship;
- the Department of Foreign Employment, the Foreign Employment Promotion Board and the NRNA for the implementation of migrants-related activities; and
- selected financial institutions/cooperatives that meet the criteria for the implementation of activities related to financial inclusion.

7. FNCCI(AEC)/FNCSI/NMEFN. The Project shall enter into a Memorandum of Understanding (the "MoU") with FNCCI(AEC)/FNCSI/NMEFN, for setting up and overseeing the operation of the ESC.

8. Technical partners. The following two technical partners shall assist the PMT in implementing innovative approaches:

- Helvetas shall be responsible for implementing activities under sub-component 1.3 (vocational training and apprenticeship), building on appropriate methodology and tools they have developed; and
- PROCASUR Asia (the "RouteAsia"), an IFAD-funded regional grant project promoting peer-to-peer learning processes shall implement the learning route methodology to support knowledge management.

9. Service providers. Qualified service providers (the "SPs") supplying technical or financial services to RMSEs shall be registered in a roster at ESC level. Roster-registered SPs shall be procured directly by the ESC up to NPR 25 000, by the Corridor Team above NPR 25 000 up to NPR 300 000 and by the PMT above NPR 300 000. SPs providing implementation services for activities related to Components 2 and 3 (policy and institutional development) shall be procured by the PMT based on competitive bidding. Terms of reference for service providers shall require gender-balanced teams with prior experience of gender mainstreaming and ethnic/caste-balanced approaches, and that contract deliverables reflect gender and inclusion target and indicators. All contracts shall be result-based and shall integrate modalities that will remunerate performance. The aforementioned procurement shall not undermine the general application of the Procurement Guidelines of the Fund.

10. District Industry Promotion Committees (the "DIPCs"). The Project shall rely on DIPCs to develop a dialogue among stakeholders involved in RMSEs development, discuss RMSEs constraints and value chain bottlenecks, agree on measures required to lift them, identify policy gaps and provide guidance to ESCs. It shall be ensured that ESC activities be inclusive of women and the poor, and that gender equality and social inclusion (the "GESI") issues be addressed as part of their regular agenda. The composition of DIPCs shall be complemented as needed for this specific purpose, to ensure that it reflect all of the project stakeholders in the district.

11. Key Project Personnel. All key Project personnel shall have appropriate qualifications and experience, and be recruited or appointed through due procedures upon the Fund's concurrence. The Borrower/Recipient shall exercise best efforts to ensure continuity in key Project personnel.

12. Project Implementation Manual (the "PIM"). A PIM shall be drafted and finalised by the PMT and shall be submitted to the Fund for no objection and then to the PSC for approval. The PIM shall include, inter alia:

- (i) Qualifications, terms of reference and detailed implementation responsibilities of Project parties including, inter alia, key Project personnel, consultants and service providers;
- (ii) Recruitment and appointment procedures for key Project personnel;
- (iii) Criteria for the performance appraisal of the Project personnel and adequate internal control system;
- (iv) Anti-corruption action plan at the time of Project appraisal;
- (v) Targeting and selection criteria for participating beneficiaries;
- (vi) Project operational, financial and procurement procedures, including an accounting procedure for bookkeeping and reporting, implementation and monitoring procedures;
- (vii) Financial management mechanism and flow of funds for all outputs and activities;
- (viii) The GESI mainstreaming modalities in all Project activities; and
- (ix) M&E system and procedures including the Results and Impact Management System (the "RIMS").

13. Mid-Term Review (the "MTR"). An MTR at the midpoint of the Project Implementation Period shall be conducted in accordance with Section 8.03 of the General Conditions to assess the Project implementation progress and to determine appropriate revisions to the Project design, implementation arrangements and resource allocations in order to ensure successful Project completion.

Schedule 2  
Allocation Table

Allocation of Financing Proceeds.

(a) The Tables below set forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and Grant; the allocation of the amounts of the Loan and Grant to each Category; and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Table A (Loan)

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	% of Eligible Expenditures to be Financed
I Credit, Guarantee Funds	560 000	100% net of taxes
II Training	10 820 000	100% net of Government, private sector and beneficiaries' contributions
III Salaries & Allowances	1 700 000	100% net of Taxes and Government contributions
IV Operating Costs	870 000	100% net of taxes and private sector contributions
Unallocated	1 550 000	
Total	15 500 000	

Table B (Grant)

Category	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of total expenditures
I Consultancies	5 850 000	100 % net of private sector and Government Contributions
II Goods, Services & Inputs	1 950 000	100 % net of private sector and Government Contributions
III Workshops	550 000	100 % net of private sector and Government Contributions
IV Grants & subsidies	1 920 000	100 % net of private sector and beneficiaries' Contributions
V Vehicles	490 000	100% net of taxes
Unallocated	1 190 000	
Total	11 950 000	

(b) The terms used in the Tables above are defined as follows:

“Training” under Category I of Table A, shall mean eligible expenditures incurred related to training for project beneficiaries under Components 1, 2 and 3, except for training financed from the Grant under “Workshops” under Category III of Table B.

“Salaries & Allowances” under Category III of Table A, shall mean eligible expenditures incurred related to Salaries & Allowances except for salaries of government staff assigned to the Project.

“Goods, Services & Inputs” under Category II of Table B, shall mean eligible expenditures incurred related to Equipment & Materials in the amount of SDR 170 000 and Goods, Service & Inputs in the amount of SDR 1 780 000.

“Workshops” under Category III of Table B, shall mean eligible expenditures incurred related to training for training of trainers for activities in Safe Migration (SAMI) implemented districts and abroad, technical assistance in non-SAMI implemented districts, travel costs for trainer from target countries to Nepal under sub-component 2.2, workshops, and travel & allowances.

“Grants & subsidies” under Category IV of Table B, shall mean eligible expenditures incurred related to (i) financial instruments for performance-based grant; and (ii) activities for conducive environment and new products under sub-component 2.1.

“Vehicles” under Category V of Table B, shall mean eligible expenditures incurred related to the purchase of Project vehicles including motor cycles.



# Logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
<b>Goal</b>			
Reducing poverty and achieving sustainable peace through employment-focused, equitable and inclusive economic development	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 87,500 direct beneficiary households (70% of target HHs) reporting increase of at least 20% in HH asset ownership within 4 years of project support, as compared to baseline (RIMS)</li> <li>▪ 10% of reduction in the prevalence of child malnutrition, as compared to baseline (RIMS)</li> <li>▪ At least 33 % of target entrepreneurs, vocational trainees and apprentices are women</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Project Assessment Impact</li> <li>▪ Project MIS</li> <li>▪ Poverty ID data (Ministry of Cooperatives and Poverty Alleviation)</li> </ul>	Government maintains priority on poverty reduction and inclusive growth
<b>Project Development Objective</b>			
Viable rural micro, small and medium enterprises (RMSEs), both in the farming and off-farming sectors, provide sustainable sources of income to rural poor households, migrant families and returnees	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 60,000 rural entrepreneurs expand their existing business (i.e. have increased their income by at least 30%) or create a new one (annual income above average amount of annual remittances of NPR 25,000)</li> <li>▪ 30,000 rural youth access job placement services</li> <li>▪ 30,000 Samriddhi-supported enterprises (20,300 new and 9,700 existing) are still in business after 3 years (RIMS), of which 33% owned by women/30% owned by migrant returnees</li> <li>▪ 21,000 Samriddhi-supported vocational trainees and apprentices, of which 33% of women, are in gainful employment over at least 6 months</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Project Assessment Impact</li> <li>▪ ESCs databases</li> <li>▪ Project MIS</li> </ul>	Economic environment remains stable
<b>Component 1 – Promotion of Rural Micro-Cottage and Small Enterprises (RMSEs)</b>			
Outcome 1: Rural entrepreneurs and unemployed labour have access to business services enabling them to develop their existing businesses, to create new ones or to secure jobs	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ At least 8 participating DCCIs (50% of target DCCIs) have sustainably integrated an ESC into their regular organisation</li> <li>▪ 50% of Samriddhi-supported SPs are successfully running their business at the end of the project</li> <li>▪ 57,500 RMSEs (of which 33% owned by women, 30% owned by migrant returnees/families) have a business plan and have access to BDS</li> <li>▪ 23,000 Samriddhi-supported RMSEs (by category) participate in business to business arrangements (40% of target RMSEs)</li> <li>▪ 30,000 rural poor have acquired employable skills</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Project Assessment Impact</li> <li>▪ FNCCI</li> <li>▪ ESCs databases</li> <li>▪ Project MIS</li> </ul>	DCCIs have an interest in expanding membership to micro-entrepreneurs and in preserving operation of ESCs
<b>Component 2 – Productive Investment</b>			
Outcome 2: RMSEs and migrants have access to financial and non-financial services enabling them to sustain and expand their	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 35,700 RMSEs, of which 33% owned by women and around 30% owned by migrants, have access to investment loans (RIMS)</li> <li>▪ 28,000 migrants/migrants' families open a bank account and deposit part</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Project MIS</li> <li>▪ Project reports</li> <li>▪ Reports from financial</li> </ul>	Financial institutions are interested in extending affordable services in rural areas, and in particular to

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
business as well as use remittances to promote sustainable business investment	<p>of their remittance (25% of those educated by Migrants Partner Organisations in-country and abroad)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 112,000 migrants access financial education through Migrants Partner Organisations (in-country and abroad) and 46,000 access other types of services provided by Migrants Partner Organisations (in-country)</li> <li>▪ 100,800 community members (migrants and non-migrants) access financial education provided by SCCs and SFLCs</li> </ul>	institutions	migrants
<b>Component 3 – Institutional Support and Project Management</b>			
Outcome 3: Policies and institutional capacities required to promote (i) sustainable and profit-making RMSEs along viable business models and (ii) migrants' reintegration and investment in sustainable business development are in place	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Key policy bottlenecks affecting the development of RMSEs/the reintegration of migrants' returnees are identified and gender-sensitive policy measures to lift them are adopted</li> <li>▪ Key institutions involved in the promotion of RMSEs/migrants' reintegration in the target districts and at national level are delivering expected, gender-sensitive services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Project reports</li> <li>▪ Policy and legislation texts</li> </ul>	GoN is interested in actively promoting RMSEs as well as the maximisation of migration benefits for the country